

LA TOURMENTE ARABE

Entretien avec **Gilles Kepel**

La Découverte | « **Hérodote** »

2016/1 N° 160-161 | pages 85 à 96

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707189417

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2016-1-page-85.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La tourmente arabe

Entretien avec Gilles Kepel

Dans son dernier ouvrage, *Terreur dans l'Hexagone. Genèse du djihad français*, paru en décembre 2015 chez Gallimard, Gilles Kepel¹ décrypte avec Antoine Jardin les nouvelles lignes de faille qui se dessinent en raison d'un double mouvement : d'une part, un changement de génération dans la jeunesse issue de l'immigration postcoloniale, dont un fragment entend échapper à la marginalisation sociale, économique et politique par le recours à un « islam intégral » en guerre contre l'Occident « mécréant », sur les réseaux sociaux de la « djihadosphère », en Syrie ou en France même, et, d'autre part, une poussée de l'extrême droite qui renforce délibérément la polarisation de la société.

Grand témoin, il répond ici aux questions d'*Hérodote*, en ouverture de ce dossier exceptionnel consacré au monde arabe et aux relations que nous avons avec lui.

Hérodote – Le monde arabe est d'évidence au cœur d'une tourmente dont les contrecoups se font sentir bien au-delà de lui, que l'on pense à la confrontation entre Daech et Al-Qaïda, au flux de réfugiés fuyant le chaos syrien ou à la crise du Yémen sur fond de compétition entre Arabie saoudite et Iran. Fin septembre 2015, l'intervention militaire russe en soutien au régime syrien, puis les attentats de Paris du 13 novembre ont encore compliqué la donne. L'appel français à une

1. Professeur à Sciences Po, expert éminent du monde arabe contemporain, animateur du séminaire « Violence et dogme » à l'ENS, Gilles Kepel a abondamment publié aussi bien sur les évolutions de son aire d'étude : *Le Prophète et Pharaon* (1984), *La Revanche de Dieu* (1991), *Djihad* (2000), *Fitna* (2004), *Terreur et martyre* (2008), *Passion arabe*/Journal 2011-2013 (2013), que sur l'islam en France : *Les Banlieues de l'islam* (1987), *À l'ouest d'Allah* (1987), *Banlieue de la République* (2012), *Quatre-vingt-treize* (2012), *Passion française. Les voix des cités* (2014).

« grande coalition » contre Daech s'est ensuite heurté aux dures réalités des rapports de force interétatiques. Cette multiplication d'événements, aux enjeux considérables, ne doit pas nous faire oublier ce que sont les grands fondamentaux. Une question préalable, peut-être provocatrice, mais peut-être nécessaire, s'impose ici : le monde arabe existe-t-il ? En d'autres termes, ce qui l'unit est-il plus grand que ce qui le fracture, aussi bien dans l'épaisseur de l'histoire que dans les méandres du présent ?

Gilles Kepel – Les révolutions arabes de l'hiver 2010-2011 à 2013 ont donné le sentiment que le monde arabe existait de nouveau car ces soulèvements se sont produits exclusivement en son sein et au nom d'idéaux de sociétés civiles arabes qui se revendiquaient comme telles. L'échec de ces soulèvements et l'évolution des États ayant basculé soit dans le retour à l'autoritarisme comme en Égypte, soit dans le chaos porté au premier chef par les djihadistes reposent la question de manière fondamentale et remettent en perspective les enthousiasmes des uns et des autres. La question du monde arabe se repose donc, ainsi que celle de son insertion dans d'autres univers de sens : l'islam, la Méditerranée, l'Europe.

Une grande déploration affecte quelques dirigeants arabes qui restent lucides et qui sont effarés de ce qui se passe dans leur pays. Il n'y a plus de monde arabe au Moyen-Orient. On y assiste au retour de la puissance ottomane sous les auspices de la Turquie avec l'AKP² et au retour de la puissance safavide sous les auspices de l'Iran et de sa République islamique, fût-elle *new look* depuis l'élection du président Rohani en 2013. Le tout avec la bénédiction des États-Unis, la grande puissance qui avait favorisé les indépendances arabes après la Seconde Guerre mondiale contre l'ancienne domination coloniale franco-britannique. C'est là un grand paradoxe car l'histoire courte présente souvent les États-Unis alliés à Israël et donc ennemis des Arabes en oubliant que cette alliance ne date que de 1967 – la guerre des Six Jours. Auparavant, c'était la France qui soutenait et armait Israël. Les États-Unis ont donc favorisé l'émergence d'un monde arabe qui, dans le cadre de la guerre froide, était le grand pourvoyeur de pétrole à l'Occident, face au pétrole et au gaz de l'empire soviétique...

Historiquement, comment se sont articulés le mouvement des nationalismes arabes et le panarabisme, ce rêve d'une grande nation arabe, séculière et socialiste, dont Nasser a cherché à prendre la tête ?

2. AKP: Adalet ve Kalkınma Partisi, Parti de la justice et du développement, au pouvoir depuis 2002 sous le leadership de Recep Tayyip Erdogan, Premier ministre de 2003 à 2014, puis président de la République (ndlr).

G.K. – Le mouvement de renaissance arabe, la *nahda*, naît au XIX^e siècle au Levant. Il est porté entre autres par des milieux chrétiens arabes qui voient dans l'émergence du nationalisme l'occasion d'exister comme citoyens arabes à part entière alors que l'Empire ottoman musulman mais non arabe maintenait les chrétiens en situation d'infériorité avec le statut de *dhimmi*. Ces grandes voix de la renaissance ont donc mêlé les idéaux du nationalisme venu d'Occident ancré dans un territoire et celui des musulmans voulant établir des États ancrés dans l'*oumma* (*oum* signifie la mère en arabe), autrement dit la *matrie* plus que la patrie : un concept déterritorialisé qui est aujourd'hui temporairement repris par l'État islamique de Daech, et qui doit s'étendre sur l'ensemble de l'humanité.

La contradiction entre les deux, nationalisme territorialisé d'une part, et *oumma* déterritorialisée, a été résolue en partie par le baathisme originaire de pays musulmans encore petits à l'époque : la Syrie et l'Irak, plus que par le nassérisme qui correspondait à une volonté d'expansion et de domination de l'Égypte. Le baathisme tentait de lier l'idéal national avec celui de l'*oumma*. D'ailleurs, parmi les fondateurs du parti Baath, en 1947 à Damas, on trouve des sunnites, des alaouites et des chrétiens, dont Michel Aflak, fondateur chrétien du parti Baath. Ce dernier a même parlé d'*oumma* arabe et a publié un ouvrage *Le Prophète arabe*, ce qui était évidemment un blasphème pour tout musulman pieux puisque le prophète a vocation à l'islam et non à l'arabisme. Le baathisme s'est effondré dans le chaos actuel, le projet n'a donc pas abouti. Entre-temps, c'était devenu une pure machine dictatoriale maintenant par la terreur le pouvoir des minorités alaouite en Syrie et sunnite en Irak.

Quelles leçons tirer aujourd'hui des deux parcours au départ parallèles puis divergents de la Tunisie post-Ben Ali et de l'Égypte post-Moubarak ?

G.K. – Ce sont deux États aux structures politiques très différentes. L'Égypte est un État centralisé depuis la nuit des temps pharaoniques avec une forte bureaucratie, d'ailleurs brocardée et caricaturée dans le monde arabe, et un appareil militaire qui est la colonne vertébrale de cette bureaucratie. Le nassérisme opéra la fusion de cette bureaucratie nilotique et de l'esprit mamelouk de la soldatesque, dont Nasser a promu les premiers officiers égyptiens issus du peuple comme lui. On a vu, après la révolution égyptienne, que cet appareil militaire a su reprendre le pouvoir après l'épisode Morsi. En Tunisie, la situation est toute autre. L'État est faible et l'armée aussi, le régime s'étant appuyé sur la police — surtout Ben Ali qui gouvernait avec elle. Quand cette police fut submergée par les manifestants très nombreux, associant les pauvres, ruraux ou urbains, et la classe moyenne tunisoise écœurée par la prédateur généralisée de la famille Ben Ali sur ses bénéfices, ce dernier fit appel à l'armée. Mais celle-ci n'a pas suivi et c'est elle qui le mit dans l'avion pour l'Arabie saoudite, avec quelques-uns des siens.

*En tirant les leçons de ces deux cas de figure décisifs, une question cruciale n'est-elle pas celle des Frères musulmans, « rivaux exécrés des djihadistes » comme vous les avez définis ? Vous rappelez, dans votre journal de terrain *Passion arabe*, publié en 2013, qu'« il y a peu de temps encore, chez les Frères, la démocratie était synonyme d'impiété ». Mais les choses ont beaucoup bougé : vous dites aussi que les jeunes Frères musulmans « cherchent à concilier les aspirations démocratiques issues du monde globalisé et une identité islamique qui signifie à la fois tout et rien parce que l'on n'éprouve pas le besoin de la définir, sinon contre l'extérieur ». Peut-on dire que les Frères musulmans soient au cœur de ce qui se joue aujourd'hui – en sus du facteur Daech ?*

G.K. – Les Frères musulmans ont été au cœur de la deuxième phase des révoltes arabes. La première phase a été déclenchée, comme on vient de voir, par une alliance entre la jeunesse urbaine et des groupes défavorisés. En Tunisie, le déclencheur a été l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi, vendeur ambulant de légumes à Sidi Bouzid, petite ville du Sud tunisien. Mais l'élément important est que les syndicats d'enseignants du sud de la Tunisie ont pris la tête de ce mouvement contre le gouvernement. Ils ont fait de Bouazizi un diplômé (ce qu'il n'était pas), et ont réussi à en faire la figure par excellence de la Tunisie exploitée et marginalisée par Ben Ali et ainsi à transformer une jacquerie d'un mouvement de pauvres en un mouvement politique. Ils ont donc réussi la coalition révolutionnaire de groupes sociaux aux intérêts divergents mais qui, dans le moment d'enthousiasme révolutionnaire, comme l'écrivait Marx dans *Le 18 brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*, font taire leurs différences pour renverser le régime politique honni.

En Égypte, le mouvement a commencé place Tahrir, par les manifestations de jeunes activistes étudiantins issus de la classe moyenne et, même s'ils étaient nombreux – plusieurs centaines de milliers sur la place, dans un pays, il est vrai, de 90 millions d'habitants –, la révolution n'a jamais embrayé sur le reste de la population. Elle n'eut pas d'incidence populaire aussi forte qu'en Tunisie, aucune mobilisation n'est venue des campagnes défavorisées. Le mouvement égyptien n'a donc pu avoir la même force qu'en Tunisie, seule la classe moyenne s'étant mobilisée.

Dans un deuxième temps les Frères musulmans ont emporté la mise car ils étaient bien implantés dans toutes les couches de la population, ils avaient de l'argent et des réseaux de solidarité. C'était un mouvement vraiment transclassiste implanté dans la bourgeoisie commerçante, voire industrielle et intellectuelle, et dans les quartiers déshérités. Quand les despotes sont tombés, les Frères musulmans, en Égypte comme en Tunisie, se sont présentés comme les martyrs de ces régimes despotes puisqu'ils avaient subi au cours des décennies précédentes les

persécutions et les emprisonnements décidés par les dictateurs déchus. Enfin, à la différence des multiples groupuscules révolutionnaires laïques, les Frères musulmans étaient unis. Ils ont donc logiquement gagné les élections partielles et obtenu la victoire en Égypte en juin 2012 et l'élection du président Morsi. Il en a été d'ailleurs de même en Tunisie en 2011 avec le parti d'Ennahdha, uni face au très grand nombre de partis en compétition.

Peut-on dire que les Frères musulmans combinent légitimité religieuse et conservatisme social ?

G.K. – Les Frères musulmans ont une certaine légitimité religieuse. Dans un pays comme la Tunisie sans réelle structure religieuse organisée, Ennahdha a tout raflé (comme l'avait fait le FIS, le Front islamique du salut, en Algérie en 1990) car l'université Zitouna de Tunis avait été dépossédée par Bourguiba et Ben Ali de ses capacités à gérer le champ religieux. En Égypte c'est différent, car l'université Al-Azhar du Caire fournit la légitimation islamique aux militaires, de plus elle s'appuie sur un réseau soufi. Les Frères musulmans ne sont pas seuls dans le champ et ils n'ont pas toujours été seuls face à l'institution d'État. Le champ religieux islamique était plus diffus en Égypte car depuis les années 1970 avaient émergé d'autres mouvements religieux. Ainsi la mouvance salafiste pour partie importée de l'Arabie saoudite concurrençait les Frères musulmans qui ne reconnaissaient pas le magistère saoudien, aussi les Saoudiens étaient-ils inquiets de ce mouvement international se réclamant d'un autre islam politique que le leur.

La fusion de la branche la plus révolutionnaire des Frères musulmans et de la branche radicale djihadiste a donné Al-Qaïda avec aujourd'hui à sa tête l'Égyptien Ayman al-Zawahiri, grand lecteur de Sayyid Qutb³ et aujourd'hui successeur de Ben Laden.

Les Frères musulmans ont une démarche graduelle d'investissement du champ politique par lequel ensuite ils espèrent par le haut imposer la réislamisation de la société.

Le modèle le plus achevé de cette stratégie est Erdogan en Turquie qui a repris le modèle frériste : il a d'abord fait des concessions à l'État turc laïc pour le vider de sa substance. À l'occasion des élections législatives de novembre 2015, il a montré un grand sens politique en mettant à profit une stratégie de tension et en offrant à l'électorat turc la promesse d'une stabilité autoritaire préférable au chaos postdémocratique des pays arabes voisins.

3. Sayyid Qutb (1906-1966), intellectuel égyptien, idéologue des Frères musulmans prônant un retour aux valeurs fondamentales de l'islam, que seul peut mettre en œuvre une minorité active et éclairée. Opposant résolu au régime nassérien, celui-ci le condamna à la peine de mort et l'exécuta (*ndlr*).

Pour en revenir aux Frères musulmans, le mouvement appartient assurément à un moment historique de l'islamisme : il a été créé en 1928 par Hassan al-Banna⁴. Il a donc une longue histoire, mais il n'en représente pas forcément l'avenir.

Comment se joue aujourd'hui la question démocratique – je pense aux Frères mais aussi aux personnalités issues tant du processus parlementaire dans certains pays que de ce qui peut rester de la gauche arabe. Vous soulignez l'importance de Wadak Khanfar, l'ancien directeur général d'Al Jazeera, qui pose la question : « Comment réaliser l'islam dans un État moderne ? »

G.K. – Tout dépend des interlocuteurs. En Tunisie, Rached Gannouchi acceptait le système démocratique et du reste il a accepté, il est vrai sous la pression, la défaite de son parti. En Égypte, c'est plus compliqué. Les Frères musulmans ont été poussés dehors par la violence avec la grande marche de protestation du 30 juin 2013 contre le pouvoir autoritaire de Morsi puis par l'arrivée du général Sissi et la reprise en main de la société égyptienne. Morsi a aussi été renversé car la coalition entre la classe urbaine pauvre et la classe moyenne conservatrice pieuse s'est rompue en raison de son incompétence et de son débordement par les radicaux. Ainsi Morsi, sous leur pression, a nommé gouverneur de Louxor celui qui avait été responsable du groupe qui avait organisé l'attentat contre les touristes en 1997. Avec cette nomination, Morsi s'est aliéné une partie de ceux qui l'avaient soutenu. En effet, ce type de signe n'est pas acceptable par les hommes d'affaires égyptiens qui, bien que barbus et flanqués de leurs femmes voilées, sont des investisseurs internationaux : ils ont donc eu peur pour leurs profits.

Il s'est passé sensiblement la même chose en Tunisie. Lors de l'attaque de l'ambassade américaine de Tunis par les salafistes, j'étais en entretien avec Gannouchi qui ignorait que l'attaque était en train d'avoir lieu et il me disait qu'il fallait laisser les jeunes salafistes jeter leur gourme. Mais la bourgeoisie de Sousse, barbue et voilée elle aussi, ne l'a pas entendu de cette oreille car elle a eu peur de ces jeunes salafistes sans foi ni loi qui allaient prendre leur femme, violer leurs filles et piller leurs biens.

En sus des lectures religieuses des conflits et des tensions entre divers groupes, on voit donc se déployer des logiques autres, tribales, claniques, économiques, politiques, celles qui relèvent, pour faire bref, de la sociologie du monde arabe et de la dialectique entre pouvoir et société...

4. Hassan al-Banna (1906-1949), fondateur égyptien des Frères musulmans, sera abattu sous le règne du roi Farouk (*ndlr*).

G.K. – Les luttes de pouvoir sont une évidence pour tous, salafistes ou pas, et ce serait une illusion idéologique de croire que les mouvements islamistes sont purement religieux. En Irak, Daech fournit par son discours la superstructure idéologique du mouvement mais, derrière cette idéologie affichée, Daech est l'expression de la frustration des sunnites irakiens devant la domination chiite. Ceux qui font tenir Daech, ce ne sont évidemment pas les brigadiers venus de Trappes ou de Lunel, mais les anciens cadres baathistes sunnites de Saddam Hussein.

Vous avez écrit sur la fitna – la guerre au cœur de l'islam –, le titre d'un de vos ouvrages. Qui représente aujourd'hui le leadership – ou les leaderships – de l'islam spirituel et politique dans le monde arabe ? On a d'un côté Ahmed el-Tayyeb, le grand imam d'Al-Azhar, nommé par le pouvoir égyptien, et de l'autre le calife autoproclamé Ibrahim, Abou Bakr al-Baghdadi, mais aussi Rached Gannouchi, qui offre un certain modèle pour les Frères musulmans, le cheikh Youssef al-Qaradawi, que vousappelez le grand mufti mondial, télédécurateur basé au Qatar, et je laisse de côté le mollah afghan Akhtar Mansour, le successeur du mollah Omar, auprès de qui le chef en titre d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, a fait allégeance. Peut-on dire que, derrière cette multiplication de personnalités, l'une des lignes de fracture divise ceux qui acceptent et ceux refusent l'ijihad, le droit à l'interprétation des textes à la lumière des paramètres régionaux et des temps présents ?

G.K. – Dans le monde musulman, la radicalité des discours politico-religieux rend inaudible les voix qui réclament l'ouverture de l'islam. Beaucoup de musulmans qui ont une vision moderniste et modérée de leur foi ne peuvent en ce moment se faire entendre. Dans le discours public, la radicalisation l'emporte. On n'entend qu'une interprétation littérale du Coran, le discours de Daech en étant l'aboutissement le plus ahurissant quand il invoque des textes expliquant que la vente des esclaves est légitime, afin de justifier le marché aux esclaves des femmes yézidis. Les voix qui ont phagocyté l'expression politique de l'islam s'inspirent de la tradition salafiste et entendent mettre les Frères musulmans sur la touche, quand elles ne sont pas carrément djihadistes comme Daech. Qu'est-ce qui a fait que le discours philo-djihadiste a pris une telle prégnance, passant à travers les réseaux classiques de communication de l'islam qu'incarnaient les imams, les cheikhs, les oulémas qui ont autorité sur l'interprétation orale des textes, qui orientent la communauté des fidèles (c'est d'ailleurs la fonction du second sermon du vendredi) ? En fait, l'oralité de l'imam lors de ce sermon a été remplacée par celle des prédicateurs sur Internet, déconnectée du réel mais très mobilisatrice pour projeter des adeptes dans une *oumma* virtuelle que la Syrie et l'Irak incarnent aujourd'hui.

Dans ce contexte de grande transformation, la question palestinienne reste-t-elle aujourd’hui un point de cristallisation de la conscience politique arabe ou, plus étroitement, un point focal du djihad ?

G.K. – La question palestinienne est toujours utilisée comme ressource, y compris par ceux qui veulent retrouver, dans le monde arabe, une légitimité antidjihadiste. Le bombardement de Gaza à l’été 2014 fut par exemple un grand moment de mobilisation mais le paradoxe, c’est qu’il fait directement suite à la proclamation du califat le 28 juin à Mossoul.

Aujourd’hui, le clivage structurant et quotidien au Levant est celui entre sunnites et chiites d’un côté, alimenté par l’opposition entre l’Iran et le Conseil de coopération du Golfe⁵ pour le contrôle du Golfe et surtout de son pétrole, et par le clivage exacerbé par le conflit interne au monde sunnite. En effet, le rigorisme de Daech fait fuir les sunnites syriens menacés à la fois par les bombes de Bachar el-Assad et les égorgements de Daech. On assiste à un chassé-croisé entre les Syriens qui viennent se réfugier en France et de jeunes Français, enfants d’immigrés et nouveaux convertis, qui partent rejoindre Daech pour égorer ceux qui viennent se réfugier en France.

Sous l’angle géopolitique, on sait que l’Iran chiite, a fortiori dans le contexte nouveau défini par l’accord avec les pays occidentaux sur le nucléaire, inquiète les monarchies sunnites du Golfe, dont au premier chef l’Arabie saoudite. Mais les tensions existent aussi au sein de ces monarchies. Comment évolue aujourd’hui la relation entre l’Arabie saoudite et le Qatar ? La première, appui des salafistes, s’est opposée aux Frères musulmans, que le second a soutenus en se faisant, entre autres via Al Jazeera, le champion des révoltes arabes. Comment les choses évoluent-elles sur ce plan ?

G.K. – Actuellement, le Qatar et l’Arabie saoudite ont la volonté d’atténuer leur opposition cristallisée pendant les révoltes arabes sur la question des Frères musulmans. Le Qatar a des idées, beaucoup de gaz et des moyens financiers, mais très peu de population. Les dirigeants qataris ont vu dans les Frères musulmans d’Egypte, de Tunisie, de Palestine, de Syrie l’occasion d’acquérir la base de masse qui leur manque, aussi les ont-ils très largement financés afin de donner aux Frères musulmans les moyens de capter les révoltes arabes, les Frères étant perçus comme les seuls capables de restaurer l’ordre, tout ceci avec l’appui de Barack Obama, pendant quelque temps du moins. Lors de l’émergence de Daech,

5. Le Conseil de coopération du Golfe, établi en 1981, est une organisation régionale regroupant six monarchies arabes sunnites : Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar (*ndlr*).

les Saoudiens, pensant que Daech ferait seulement un peu de désordre en Syrie, sont restés anti-Iraniens et anti-Frères musulmans. Mais la montée en puissance fracassante de l'organisation fait désormais peser une menace sur Damas. Or, si Damas tombait aux mains de Daech, la légitimité de l'Arabie saoudite à régner sur les lieux saints serait en péril, car dans les récits apocalyptiques musulmans la chute de Damas annonce l'arrivée de Dajjal l'Antéchrist, qui sera vaincu par le retour de Jésus qui dirigera la prière musulmane. Ce sera alors le début de l'expansion irrépressible et finale de l'islam sur le monde entier. En prenant Damas, Daech pourrait mobiliser le même imaginaire que celui sur lequel les Saoudiens s'appuient. Lutter contre l'Iran et contre Daech étant devenu prioritaire, et les Saoudiens estimant périlleux de lutter sur trois fronts, ils se rapprochent des Frères musulmans et donc du Qatar. D'autant que les Frères musulmans sont aujourd'hui fortement affaiblis : écrasés en Égypte, ils ont perdu le pouvoir en Tunisie et sont incapables de l'emporter en Libye ; ils sont très diminués avec le Hamas en Palestine, et sont liquidés en Syrie par Daech.

Comment interpréter l'intervention militaire russe en Syrie ?

G.K. – La Russie voit dans le soutien à Bachar el-Assad non pas tant l'appui à un individu pour lequel elle n'a pas forcément une très grande estime, mais le moyen d'affirmer son influence dans une région dont l'URSS avait été évincée. Moscou n'a à cet égard aucune confiance dans les Occidentaux. La diplomatie russe a su sauver la mise à Assad en 2014 à l'occasion du démantèlement des armes chimiques syriennes qui impliquaient qu'Assad soit reconnu comme interlocuteur. Elle le conforte ensuite en bombardant les rebelles hostiles au pouvoir et à Daech et soutenus par l'Occident. La Russie a ainsi souhaité qu'Assad et Daech se retrouvent face à face. Comme c'est Daech et non Damas qui commet des attentats en Europe et ailleurs, un certain nombre de pays – l'Allemagne ayant montré la voie en ce domaine – considèrent qu'on peut pour le moment s'accommoder d'Assad dont le régime, autant qu'on le sache, ne fait pas régner la terreur en Europe. Les choses ont ensuite évolué parce que Daech a détruit début novembre un avion de ligne russe au-dessus du Sinaï et que Poutine a dû réagir pour conforter sa popularité en Russie. Moscou aurait pu être partie prenante d'une grande coalition anti-Daech, envisagée au sommet d'Antalya du G20 à la mi-novembre. Ces espoirs ont été déçus peu de temps après, quand un Sukhoï russe qui bombardait les rebelles syriens a été abattu par les forces turques.

En 2008, dans la postface à Terreur et martyre qui faisait le constat d'échec et des néoconservateurs américains et d'Al-Qaïda, vous appeliez à relever un défi de civilisation, en repensant les relations intellectuelles, politiques et économiques

entre Europe, Méditerranée, Proche-Orient et pays du Golfe : « une exigence géopolitique nouvelle et réaliste », disiez-vous alors en parlant d'un espace « Euro-Golfe », au risque de tomber, je vous cite, « dans un cauchemar néomédiéval », dont on peut penser qu'aujourd'hui Daech est l'incarnation transmuée à l'heure des réseaux sociaux. Sept ans plus tard, qu'en est-il de l'Euro-Golfe ?

G.K. – Sept ans plus tard, le projet Euro-Golfe n'existe plus. D'une part, la baisse tendancielle des revenus pétroliers des monarchies du Golfe change leur capacité à mener une politique offensive. Le Golfe devient un champ de bataille. Le conflit en Irak est un conflit interposé entre États sunnites du Golfe et l'Iran. Clairement, les lendemains des révolutions arabes et la lutte contre Daech rendent ce projet Euro-Golfe difficile à mettre en œuvre même si l'on assiste au rapprochement entre la France et l'Arabie saoudite, qui est le premier acheteur d'armement français, soit directement soit par État libanais ou égyptien interposé. Quant à l'Europe, elle n'est plus dans la même situation. Elle est beaucoup plus faible, c'est même le ventre mou de l'Occident qui est devenu la cible des djihadistes, théorisée en 2005 par Abou Moussab al-Souri⁶ et dont profite Daech.

Vous aviez déjà rappelé, après les attentats de janvier, que la stratégie d'Al-Souri vise à diviser les sociétés européennes qui, comme la France, ont une population musulmane non négligeable, et d'y déclencher, par la tactique terroriste, une véritable guerre civile, via la stigmatisation accrue des minorités. Dans ce schéma général, voyez-vous des différences significatives entre les attentats de janvier et ceux de novembre ?

G.K. – Ils s'inscrivent tous deux dans une même stratégie de djihadisme de proximité perpétré par des enfants de l'immigration ou des convertis nés et éduqués en France, mais il y a bien une grande différence. En janvier, des groupes ciblés ont été visés : ceux classés comme « islamophobes » tel *Charlie Hebdo*, ceux classés comme « apostats » tels les policiers d'origine maghrébine, et les juifs. On a vu alors se manifester sur les réseaux sociaux un certain nombre de sympathisants multipliant les « like » en soutien aux auteurs des attaques, et affichant : « Je ne suis pas Charlie. Je suis Coulibaly. » En novembre, la tactique de terrorisme indifférencié qui fut adoptée, même si elle a fait beaucoup plus de morts, n'a pas suscité sur les réseaux sociaux les mêmes manifestations de soutien enthousiaste aux auteurs des tueries ou de condamnation des victimes. L'hyperviolence propre

6. Abou Moussab al-Souri (1958-), militant syrien passé par les Frères musulmans et l'Afghanistan. Dubitatif sur la stratégie du 11 Septembre, il théorise le nouvel âge du djihad dans son *Appel à la résistance islamique globale*, devenu le manuel téléchargeable du djihadiste (*ndl*).

aux tueurs de cette petite pègre réislamisée qui a commis les attentats se retourne finalement contre elle, car ceux qu'ils ont abattus, c'est en partie ceux-là mêmes dont ils espéraient avoir le soutien : la jeunesse marginalisée. On le voit bien dans les dernières vidéos de l'État islamique, où les jeunes djihadistes français harnachés de mitrailleuses et parlant depuis la Syrie ne comprennent pas pourquoi tous les « frères » en France ne sont pas passés à l'action...

Pour autant, a fortiori après les attentats de novembre et la menace de l'infiltration de terroristes, faut-il craindre que l'afflux des réfugiés en Europe soit instrumentalisé par les tenants du « Grand remplacement », thèse chère entre autres au Front national et à de nombreux mouvements islamophobes européens, et ne donne ainsi un sursaut aux dénonciateurs de l'« Eurabia », qui fustigent, je cite, « l'axe euro-arabe », annonçant la conquête de l'Europe décadente par l'islamisme et les investissements des pétrodollars ?

G.K. – Cette crispation est incontestablement renforcée car les dirigeants du Golfe et des pays européens n'ont pas réussi à saisir l'opportunité économique et politique qui était présente il y a plusieurs années. Aujourd'hui, la société française se crispe entre, d'une part, des populations issues de l'immigration musulmane au sein de laquelle l'islam salafiste se développe (rappelons que plus d'un millier sur quatre millions de Français de culture musulmane ont rejoint le djihad et Daech, ce qui est en soi peu mais néanmoins très emblématique en ce qu'ils cristallisent les passions) — et, d'autre part, la montée vertigineuse du Front national chez ces Français dits « de souche » et aussi parmi certains Français d'origine immigrée. Cela aboutit à des polarisations de la société française et européenne qui se traduisent par des fractures profondes.

Ce qui ne fait que confirmer, fût-ce sous un angle inversé, ce que vous disiez sur les liens inséparables entre l'Europe et la Méditerranée ?

G.K. – Les gauchistes américains parlaient beaucoup des études postcoloniales, surtout à la suite de l'ouvrage d'Edward Said *L'Orientalisme*. La situation actuelle est inédite et je pense que dans le monde européen et en France en particulier nous sommes dans une société « rétro-coloniale ». Voyez l'affaire Merah par exemple. Elle n'illustre pas seulement des objectifs djihadistes comme de faire tomber la France à genoux. Elle est aussi le solde d'un très ancien compte lié à la colonisation, Merah représentant ces individus qui témoignent de l'échec de la capacité d'intégration de la France. La rupture s'accomplit au nom d'un idéal fantasmé qui prend ses sources tout à la fois dans une histoire familiale migratoire, dans des échecs personnels et dans l'attractivité de l'idéologie djihadiste. C'est une situation très préoccupante car on ne voit pas pour l'heure de projet mobilisateur

HÉRODOTE

capable de faire sortir par le haut d'une spirale qu'animent d'un côté les figures des frères Kouachi et autres Salah Abdeslam, et de l'autre la montée d'un Front national.

Entretien conduit par Jean-Luc Racine, et finalisé le 27 novembre 2015.